



**Sivom du
littoral des Maures**

PROCES-VERBAL Comité Syndical du mercredi 18 décembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le 18 décembre à 8h30, les membres du Comité Syndical du SIVOM du littoral des Maures, dûment convoqués le 11 novembre 2024 se sont réunis, dans les locaux du SIVOM, sous la Présidence de M. Philippe LEONELLI, Président du SIVOM du littoral des Maures.

Membres titulaires en exercice : 8

Membres présents : 7

Philippe LEONELLI, Président, Maire de Cavalaire-sur-Mer
Bernard JOBERT, Vice-Président, Maire de La Croix Valmer,
Philippe VANDEVELDE, Adjoint, Mairie de Cavalaire-sur-Mer,
Jean-Paul DUBOIS, Conseiller municipal, Mairie de Cavalaire-sur-Mer
Bernard SALINI, Conseiller municipal, Mairie de Cavalaire-sur-Mer
René CARANDANTE, Adjoint, Mairie de La Croix Valmer
Robert DALMASSO, Adjoint, Mairie de La Croix Valmer

Membre excusé : 1

Pierre MONETON, Conseiller municipal Mairie de La Croix Valmer

A été désigné secrétaire de séance : Robert DALMASSO

Le quorum requis étant atteint, le Comité Syndical peut valablement délibérer.

Agents présents :

Patrice VECCHI, co-Directeur du SIVOM,
Francis CAYOL, co-Directeur du SIVOM,
Franck JOUCHER, Directeur du Système d'Assainissement
Franck MONTET, Responsable d'exploitation de la STEP intercommunale de Pardigon
Pascale BAUMARD, Comptable
Fanny MARIN, Assistante de direction

Le procès-verbal du Comité Syndical du 25 novembre 2024 est approuvé à l'unanimité.

DELIBERATIONS

DELIBERATION N° 2024-01-06-48

Détermination des contre-valeurs de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pour l'année 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2224-12-2 à L2224-12-4,

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L213-10-6, et articles D213-48-12-8 à -13, et D213-48-35-2 dans leur version applicable à compter du 1^{er} janvier 2025,

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif,

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L2224-12-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées modifié, dans sa version applicable au 1^{er} janvier 2025,

Vu la délibération n°2024-25 du 4 octobre 2024 du conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse ; portant sur le projet de taux de redevances des années 2025 à 2030 et saisine des comités de bassin pour avis conforme et notamment ses articles 2.4 et 2.5,

Vu la convention de mandat en date du 11/02/2015 conclue entre la CMESE et la Commune de la Croix Valmer sur le fondement de l'article L. 1611-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales pour l'encaissement et le reversement de la redevance assainissement par le délégataire CMESE qui facture conjointement l'eau et l'assainissement, ainsi que l'instruction du 9 février 2017 relative aux mandats passés par les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements destinés à l'exécution de certaines de leurs recettes et de leurs dépenses, publiée au bofip-gcp-17-0005 du 22 février 2017 (NOR : ECFE1704988J),

Vu la convention de mandat en date du 28/07/2014 conclue entre la CMESE et la Commune de Cavalaire-sur-Mer sur le fondement de l'article L. 1611-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales pour l'encaissement et le reversement de la redevance assainissement par la CMESE qui facture conjointement l'eau et l'assainissement, ainsi que l'instruction du 9 février 2017 relative aux mandats passés par les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements destinés à l'exécution de certaines de leurs recettes et de leurs dépenses, publiée au bofip-gcp-17-0005 du 22 février 2017 (NOR : ECFE1704988J),

Vu la délibération du 22 septembre 2022 portant sur le transfert de la compétence collecte des eaux usées des Communes de la Croix Valmer et de Cavalaire-sur-Mer au SIVOM du littoral des Maures,

Considérant que la redevance prélèvement est maintenue mais que les redevances pour pollution d'origine domestique et modernisations des réseaux de collecte sont remplacées à compter du 1^{er} janvier 2025 par :

- une redevance de « consommation d'eau potable », facturée à l'abonné à l'eau potable (exceptées les consommations destinées aux activités d'élevage si elles font l'objet d'un comptage spécifique) et recouvrée par la personne qui facture les redevances du service public de distribution d'eau dont les sommes encaissées sont reversées à l'agence de l'eau selon les mêmes modalités que celles qui étaient applicables à la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique.
- et de deux redevances pour performance « des réseaux d'eau potable » d'une part et des « systèmes d'assainissement collectif » d'autre part.

Concernant la redevance pour « performance des systèmes d'assainissement collectif » :

- Elle est facturée par l'agence de l'eau aux communes ou leurs établissements publics compétents pour le traitement des eaux usées (maître d'ouvrage des stations d'épuration) qui en sont les redevables,
- Le tarif de base est fixé par l'agence de l'eau à 0.03€/m³,
- Le tarif applicable est modulé en fonction de la performance du ou des systèmes d'assainissement collectif (station d'épuration et l'ensemble du système de collecte des eaux usées raccordé à cette station d'épuration) de la collectivité compétente pour le traitement des eaux usées (maître d'ouvrage de la ou des stations d'épuration), il égal au tarif de base multiplié par un coefficient de modulation compris entre 0,3 (objectif de performance maximale atteint) et 1 (objectif de performance minimale non atteint, pas d'abattement de la redevance).
- l'assiette de cette redevance est constituée par les volumes facturés durant l'année civile,
- L'Agence de l'eau facture la redevance à la collectivité au cours de l'année civile qui suit.

La redevance est répercutée par anticipation sur chaque usager du service public de l'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assujetti à la redevance assainissement et doit faire l'objet d'une individualisation sur la facture d'assainissement,

Considérant que l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse a fixé à 0,03 €HT par mètre cube le tarif de base de la redevance « performance des systèmes d'assainissement collectif » pour l'année 2025,

Considérant que pour l'année 2025, le taux de modulation est fixé forfaitairement **0,3** pour la redevance performance des « systèmes d'assainissement collectif » (la performance des systèmes d'assainissement n'étant pas prise en compte pour cette première année),

Considérant qu'il convient de fixer le tarif de la contrevaleur pour la redevance pour performance de systèmes d'assainissement, qui doit être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assainie,

Considérant qu'il appartient à la CMESE (entité en charge du recouvrement de la redevance d'assainissement collectif) de facturer et d'encaisser auprès des usagers ce supplément au prix du mètre cube d'eau assainie et de reverser au SIVOM du littoral des Maures les sommes encaissées à ce titre dans le cadre du contrat et du mandat d'encaissement,

Considérant que le supplément de prix « redevance pour la performance des systèmes d'assainissement » constitue un élément du prix du service public de l'assainissement collectif doit donc être assujetti à la TVA au taux de 10% (métropole).

Il est ainsi proposé aux délégués syndicaux de :

- DE FIXER à 0,009 €HT /m³ la contre-valeur correspondant à la « redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectif » devant être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assaini, applicable à compter du 1^{er} janvier 2025
- DECIDER que cette contre-valeur de la « redevance pour performance des réseaux d'assainissement collectif » est facturée et encaissée auprès des usagers du service public de l'assainissement collectif et reversée au SIVOM du littoral des Maures, au titre de sa compétence pour le traitement des eaux usées, selon les modalités déterminées dans la convention du mandat d'encaissement.

Le Comité Syndical,

Ouï l'exposé de Monsieur Le Président,

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité des membres présents :

- **FIXE** à 0,009 €HT /m³ la contre-valeur correspondant à la « redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectif » devant être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assaini, applicable à compter du 1^{er} janvier 2025

- **DECIDE** que cette contre-valeur de la « redevance pour performance des réseaux d'assainissement collectif » est facturée et encaissée auprès des usagers du service public de l'assainissement collectif et reversée au SIVOM du littoral des Maures, au titre de sa compétence pour le traitement des eaux usées, selon les modalités déterminées dans la convention du mandat d'encaissement.

DELIBERATION N° 2024-02-06-49

Modification des tarifs de la maison funéraire de Cavalaire-sur-Mer

Monsieur le Président rappelle que dans le cadre de la compétence « gestion funéraire », le SIVOM du littoral des Maures gère, depuis le 1^{er} janvier 2024, la maison funéraire de Cavalaire-sur-Mer.

Lors du comité syndical du 25 novembre 2024, ont été votés les tarifs de cette dernière applicables au 1^{er} janvier 2025.

Il s'avère qu'une erreur matérielle s'est glissée dans la rédaction de cette délibération.

Il convient de remplacer « 400 euros TTC pour 4 jours d'admission » par « 100 euros TTC par jour d'admission jusqu'à 4 jours ».

Il est donc proposé aux délégués syndicaux :

- de MODIFIER les tarifs de la maison funéraire de Cavalaire-sur-Mer applicables à partir du 1^{er} janvier 2025 comme suit : « 100 euros TTC par jour d'admission (jusqu'à 4 jours) »,
- de PRECISER les montants HT et TTC des tarifs de la maison funéraire de Cavalaire-sur-Mer applicables à partir du 1^{er} janvier 2025.

Le Comité Syndical,

Ouï l'exposé de Monsieur Le Président,

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité des membres présents,

- **MODIFIE** les tarifs de la maison funéraire de Cavalaire-sur-Mer applicables à partir du 1^{er} janvier 2025 comme suit : « remplacer « 400 euros TTC pour 4 jours d'admission » par « 100 euros TTC par jour d'admission (jusqu'à 4 jours) »,

- **PRECISE** les montants HT et TTC des tarifs de la maison funéraire de Cavalaire-sur-Mer applicables à partir du 1^{er} janvier 2025,

- **PRECISE** que chaque jour entamé est dû et que la durée d'admission se calcule de date à date.

DELIBERATION N° 2024-03-06-50 **Mise en place d'un emploi de vacataire**

Monsieur le Président expose que l'article 1^{er} du décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de droit public définit les vacataires comme des agents engagés pour une tâche précise, ponctuelle et limitée à l'exécution d'actes déterminés.

Le vacataire n'est pas un contractuel de droit public mais une personne recrutée pour exercer un acte qui doit être déterminé, discontinu dans le temps et dont la rémunération est liée à cet acte.

Ainsi, trois conditions caractérisent cette notion :

- la spécificité dans l'exécution de l'acte : l'agent est engagé pour une mission précise, pour un acte déterminé,
- la discontinuité dans le temps : les missions concernées correspondent à un besoin ponctuel de la collectivité ; le besoin pour lequel est recruté le vacataire ne doit pas correspondre à un emploi permanent,
- la rémunération est liée à l'acte pour lequel l'agent a été recruté.

Monsieur le Président rappelle qu'il est nécessaire d'avoir recours à 1 vacataire pour assurer la mission suivante : optimisation de l'automatisation des postes de relevage, proposition de schéma d'armoire électrique de postes de relevage dans le cadre de leur renouvellement, tout travaux d'automatisation relatif au fonctionnement des postes de relevage et de la station d'épuration.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2,
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,
Vu la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public,
Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, notamment son article 1er,
Vu le décret n° 2015-1869 du 30 décembre 2015 relatif à l'affiliation au régime général de sécurité sociale des personnes participant de façon occasionnelle à des missions de service public,
Considérant la nécessité d'avoir recours à un vacataire pour intervenir sur la station d'épuration et les postes de relevage dans le cadre de la mission énoncée ci-dessus,

Il est ainsi proposé aux délégués syndicaux :

- D'AUTORISER Monsieur le Président à recruter un vacataire à compter du 1^{er} janvier 2025,
- DE FIXER la rémunération de chaque vacation sur la base d'un taux horaire d'un montant de 25 euros brut.

Le Comité Syndical,

Ouï, l'exposé du Président,

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité des membres présents,

-AUTORISE Monsieur le Maire à recruter un vacataire à compter du 1er janvier 2025.

-FIXE la rémunération de chaque vacation sur la base d'un taux horaire d'un montant brut de 25 euros brut.

-CHARGE Monsieur le Président de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

La séance est levée à 8h55.

Les délibérations prises par le Comité Syndical sont les suivantes :

- | | |
|------------------|--|
| N° 2024-01-06-48 | Détermination des contre-valeurs de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pour l'année 2025 |
| N° 2024-02-06-49 | Modification des tarifs de la maison funéraire de Cavalaire-sur-Mer |
| N° 2024-03-06-50 | Mise en place d'un emploi de vacataire |